



31 mars 2020

Reprise du travail à Airbus, la direction s'obstine !

La crise COVID-19 prend de l'ampleur. Plus de 40 000 cas confirmés, plus de 19 000 personnes hospitalisées, plus 2600 personnes décédées. Le gouvernement prolonge le confinement pour deux semaines et durcit les mesures de contrôle. Le pic est encore devant nous, disent les experts.

Et pendant ce temps, **la direction d'Airbus s'obstine dans sa volonté de reprendre les activités de production.** En CSE, la direction nous explique que les mesures mises en place rendent le travail sur les chaînes plus sûr que d'aller chez son boucher ou à la boulangerie. Sait-elle vraiment ce que c'est que de travailler dans ateliers à Airbus pendant six longues heures en respectant des mesures barrières qui s'ajoutent aux mesures de sécurité habituelles? **Les sites Airbus à Nantes, Saint-Nazaire, Bordeaux, Marignane, Méaulte et ailleurs sont des carrefours où se croisent des salariés** qui vivent sur des territoires étendus aux densités de population élevée. Sait-elle vraiment, à travers ce brassage, les risques qu'ils font prendre aux populations qui occupent ces territoires ?

Bien sûr le confinement ne pourra pas durer. Mais **l'urgence n'est pas à la reprise de la production des avions, des hélicoptères, des satellites.** L'urgence est de bloquer la pandémie pour laisser le temps au système de santé de se renforcer. L'urgence est de préserver des vies humaines et d'abord de développer les moyens de dépistage du COVID-19, pour permettre un confinement plus sélectif. L'urgence est d'abord de produire des masques, des respirateurs et tout autre matériel qui manquent cruellement aujourd'hui non seulement aux personnels de santé mais aussi à l'ensemble des travailleurs mobilisés dans les fonctions vitales à la société.

Alors qu'Airbus décide de mettre en danger les salariés et la population qui entoure les sites, la **CGT continue de revendiquer l'arrêt de la production quand il ne s'agit pas d'activités essentielles pour faire face à l'urgence sanitaire.**

Airbus ne veut rien payer. L'accord et son avenant de la semaine dernière impose soit vous venez maintenant, soit vous aurez plus tard des heures de travail supplémentaires ou des jours de congé en moins.

La CGT, au contraire, revendique le maintien des salaires à 100%, sans augmentation du temps de travail ni perte de congés pour les salariés. Le confinement ce n'est pas des congés. Des mesures de chômage partiel sont possibles et doivent être mises en place dans toute la filière, notamment pour les sociétés et les salariés sous-traitants, pour protéger les salariés. La protection des salariés et la conquête de nouveaux droits, droit de décider ce qui doit être produit et comment cela doit être produit, c'est la seule garantie pour éviter la crise économique et répondre aux enjeux de demain.

Et dans l'urgence, **Airbus a les moyens de faire face.** La masse salariale annuelle d'Airbus dans le monde c'est 13 milliards d'euros. Maintenir le salaire des salariés empêchés de travailler pendant la période de confinement, représente quelques centaines de millions, cotisations sociales incluses.

C'est tout à fait compatible avec les 1,4 milliard d'euros qui n'ont pas été aux actionnaires cette année. C'est un juste retour sur les 5 milliards de dividendes versés ces 5 dernières années.

Cet argent c'est la valeur des richesses que les salariés ont produites avec leur travail. Elles doivent leur revenir.

**Les salariés ne doivent pas payer l'addition de la crise,
ni maintenant ni après!**



31 mars 2020